

"Mme Grybauskaitė appelle les députés à rejeter les réductions des dépenses administratives souhaitées par le Conseil" dans Bulletin Quotidien Europe (7 septembre 2006)

**Légende:** Cet article du 7 septembre 2006 paru dans le Bulletin Quotidien Europe illustre une phase de la «navette» qui doit permettre au Conseil et au Parlement de trouver un accord sur le budget annuel de l'Union européenne.

**Source:** Bulletin Quotidien Europe. 07.09.2006, n° 9259. Bruxelles: Agence Europe S.A.

**Copyright:** (c) Agence Europe S.A.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"mme\\_grybauskaite\\_appelle\\_les\\_deputes\\_a\\_rejeter\\_les\\_reductions\\_des\\_depenses\\_administratives\\_souhaitees\\_par\\_le\\_conseil"\\_dans\\_bulletin\\_quotidien\\_europe\\_7\\_septembre\\_2006-fr-11683454-d8f1-4e72-8a4b-158e3d131031.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## (EU) PE/Budget 2007 : Mme Grybauskaitė appelle les députés à rejeter les réductions des dépenses administratives souhaitées par le Conseil

Strasbourg, 06/09/2006 (Agence Europe) - A l'occasion de la présentation au Parlement européen, le 5 septembre, des principaux résultats de la première lecture du projet de budget 2007 par le Conseil, la Commissaire au Budget Dalia Grybauskaitė a tenté d'obtenir le soutien des députés pour dénoncer les réductions de crédits des dépenses administratives (EUROPE N° 9233 sur les résultats de la réunion du Conseil Ecofin en formation budget).

Au nom du Conseil, la ministre finlandaise déléguée au ministère des Finances, Ulla-Maj Wideroos, a rappelé les principes qui ont guidé les travaux du Conseil en première lecture ; - respect de la discipline budgétaire et du nouvel accord interinstitutionnel (mai 2006) ; - respect des plafonds de dépenses fixés par le cadre financier ; - maintien de marges de manœuvre budgétaires suffisantes pour gérer les crises éventuelles ; -évaluation des dépenses réelles ; - financement, sans excès, des priorités de l'UE ; - prise en compte, dans les niveaux de financement, de la capacité d'absorption et des besoins réels. La Présidente du Conseil a ensuite rappelé les principaux éléments de l'accord de juillet en première lecture sur le projet de budget 2007 (en hausse, par rapport à 2006, de 3,7% en crédits d'engagements et de 2,3% en crédits de paiements) et justifié les réductions de crédits dans les dépenses administratives, qui, selon elle, seraient tout de même en hausse de 3,4% par rapport à 2006. Mme Wideroos a estimé que le Conseil, malgré les réductions imposées, accepte de financer les 800 nouveaux postes demandés par la Commission en 2007 pour les besoins de l'élargissement. Elle a ajouté que le Conseil souhaite que la Commission « accélère les activités de recrutement, afin d'atteindre un équilibre géographique ». Mais, en même temps, « l'administration doit se moderniser et les institutions européennes ne font pas exception à la règle », a lancé la ministre.

Le rapporteur du PE pour le budget 2007, le conservateur britannique James Elles, a refusé de prendre une position claire sur les choix du Conseil pour ces dépenses. Il a expliqué que le PE n'avait pas encore, « à ce stade », d'idées pour résoudre le problème, mais a rappelé que la délégation du PE avait rejeté toutes les solutions proposées lors de la réunion en juillet avec le Conseil. M. Elles s'attend à de longues discussions avant de trouver un « bon accord » sur les ressources pour le personnel de la Commission. Par ailleurs, le rapporteur a souhaité la mise en place de nouveaux projets pilotes, en particulier des programmes d'échanges de scientifiques et de personnalités du monde des affaires entre l'UE et la Chine et entre l'UE et l'Inde.

La Commissaire au Budget, Dalia Grybauskaitė, a défendu les propositions « réalistes et bien fondées » de la Commission figurant dans l'avant-projet de budget 2007. « A notre surprise, le Conseil a opéré des réductions disproportionnées de crédits dans l'administration de toutes les institutions européennes, y compris la Commission ». Mme Grybauskaitė a averti qu'avec une réduction de 56 millions d'euros des salaires en 2007, telle que décidée par le Conseil en première lecture, la Commission ne pourra procéder à aucun recrutement. « Le Conseil nous demande d'accélérer le recrutement, alors qu'il ne sera pas accéléré du tout » (à cause des coupes du Conseil). La Commission ne recrutera personne en 2007 si la proposition du Conseil est maintenue, a averti la Commissaire, avant d'ajouter : « Ce qui veut dire que quelqu'un, ici, ne dit pas la vérité ». Elle a aussi protesté contre la rigueur que le Conseil voudrait imposer aux dépenses administratives durant toute la période des perspectives financières (Pour rappel, le Conseil demande la suppression de 2000 postes durant la période 2007-2013, un souhait formulé dans une déclaration qu'il a adoptée unilatéralement en juillet sur l'amélioration de la « productivité dans l'administration de l'UE »). Le programme que le Conseil souhaite mettre en place coûtera à la Commission la perte, au minimum, de trois directions générales et risque aussi de mettre à mal l'équilibre géographique, a mis en garde la Commissaire. Enfin, elle a promis de coopérer étroitement avec le PE dans la préparation de la première lecture du projet de budget 2007. La Commission fournira d'ici quelques jours aux parlementaires des informations techniques sur ses propositions budgétaires (budget 2007 et aussi pour la période 2007-2013).